

# **Gilgit-Baltistan (Pakistan) : retour sur le combat de Baba Jan et son emprisonnement**

vendredi 26 mai 2017, par [MALEWSKI Jan](#) (Date de rédaction antérieure : juillet 2016).

**Accusé sans preuves pour des actes qu'il n'a pu commettre, puisqu'il se trouvait alors à une soixantaine de kilomètres, torturé, condamné puis acquitté en appel, arrivé en deuxième position lors des élections en 2015 tout en étant emprisonné, donné candidat gagnant d'une élection partielle, notre camarade Baba Jan, vice-président d'Awami Workers Party (AWP) du Pakistan et dirigeant de ce parti dans le Gilgit-Baltistan, a été condamné par la Cour suprême d'appel de cette région occupée et administrée par le Pakistan, le 8 juin 2016, à 40 ans de prison et à une amende de 500 000 roupies, en vertu d'une loi d'exception, dite « antiterroriste ». 8 autres militants - Iftikhar Hussain, Aleem, Irfan Ali, Shukurullah Baig, Sarfraz, Rasheed, Musa et Sher Khan - se sont vu infliger la même peine.**

Sommaire

- [Catastrophe et corruption](#)
- [Répression](#)
- [Prisonnier et leader populaire](#)

Malgré ce que la sévérité de la peine semble impliquer, Baba Jan et ses camarades ne sont pas des militants qui ont pris les armes contre l'État. Ils ont tout simplement élevé la voix pour le sort des milliers de personnes de la vallée de Hunza déplacées à la suite d'une catastrophe climatique en janvier 2010 et ont protesté contre la corruption et contre la violente répression qui s'était abattue sur les victimes qui manifestaient en août 2011.

Comme l'a écrit la Commission asiatique des droits de l'homme (AHRC) le 16 juin dernier, « la date du verdict soulève des soupçons concernant son équité et son impartialité. Baba Jan était candidat à l'élection partielle, prévue le 28 mai 2016, pour l'Assemblée législative de Gilgit-Baltistan dans la circonscription Hunza-6. Trois jours avant le vote, l'équipe de campagne de Baba Jan comprenant les dirigeants régionaux d'AWP avait tenu un rassemblement massif de soutien à sa candidature, rassemblant également de très nombreuses femmes et des jeunes.

« Le même jour, Zafar Iqbal du Parti populaire du Pakistan (PPP), qui avait gouverné la région avant l'actuel gouvernement de la Ligue musulmane pakistanaise "Nawaz" (PML-N), avait demandé à la Cour suprême d'appel de disqualifier la candidature de Baba Jan car ce dernier avait été condamné par une Cour antiterroriste. Comme c'est bien connu, Zafar Iqbal est de connivence avec son concurrent du PML-N dans la circonscription Hunza-6, le fils de l'actuel gouverneur appartenant à une famille traditionnellement dominante dans la région.

« Négligeant le fait que la Cour de justice avait déjà acquitté Baba Jan, la Cour d'appel a décidé que les élections seraient reportées jusqu'à ce que l'appel du gouvernement contre cet acquittement soit examiné. C'était inattendu, car le tribunal électoral avait ordonné l'acceptation de la candidature de Baba Jan, lui permettant d'être candidat bien qu'il soit en prison.

« Le verdict de la Cour suprême d'appel est un flagrant acte de sabotage de sa campagne électorale visant à favoriser ses rivaux politiques du PML-N au pouvoir. Baba Jan est puni car il représente et exprime les intérêts de la classe ouvrière du Gilgit-Baltistan. Ce préjudice juridique, favorisant l'élite au pouvoir, est une tentative de saboter la volonté et les aspirations du peuple, qui sympathise avec Baba Jan et se prononce en sa faveur. Le pouvoir judiciaire, qui devrait être un bastion de l'égalité et de l'équité, permet ainsi le déni des droits de l'homme. Comment le peuple du Gilgit-Baltistan peut-il attendre la justice d'une institution qui n'est ni juste ni neutre ? » [1].

Baba Jan et ses camarades doivent leur incarcération à la loi dite « antiterroriste », adoptée en 1997 et depuis modifiée à plusieurs reprises pour renforcer encore son caractère répressif. Sous le vocable de « terrorisme », cette législation met les actes les plus divers, dont « susciter une agitation civile ». Aziz Siddiqui, de la Commission des droits humains au Pakistan, la résumait en ces termes en 2012 : « C'est une recette pour faire d'une personne innocente un suspect, et d'un suspect un coupable - ou même un coupable mort. La loi impose quasiment la culpabilité. » [2]

## **Catastrophe et corruption**

L'histoire de l'emprisonnement de Baba Jan et de ses camarades commence en hiver 2010 dans la vallée de Hunza, entourée des monts Karakoram, sur le territoire du Gilgit-Baltistan, une région qui ne fait pas de jure partie du Pakistan, mais qui est *de facto* contrôlée par Islamabad.

Le gouvernement pakistanais refuse de reconnaître officiellement cette région comme faisant partie du pays dans l'espoir de l'inclure dans un éventuel référendum sur le Cachemire, une région voisine disputée entre l'Inde et le Pakistan depuis la fin de la colonisation britannique et dont la population, selon une résolution des Nations unies jamais mise en pratique, devrait décider par vote de son sort. La population du Gilgit-Baltistan étant majoritairement musulmane, l'État pakistanais compte sur ses voix pour faire basculer la majorité du Cachemire et du Gilgit-Baltistan en sa faveur. En attendant, la population du Gilgit-Baltistan n'a pas les droits constitutionnels pakistanais, pas de représentants élus à Islamabad, ne dispose que d'une Assemblée législative autonome, en réalité seulement consultative, et d'un gouvernement dont la moitié des 8 membres ainsi que le ministre en chef (gouverneur) sont nommés par Islamabad. Ses juges et les présidents des tribunaux sont également nommés par le Premier ministre pakistanais. Frontalière avec la Chine, c'est une région stratégique. La vallée de Hunza est d'ailleurs le principal passage entre la Chine et le Pakistan et le lancement du Corridor économique Pakistan-Chine (CPEC) qui la traversera - un projet évalué à 46 milliards de dollars - aiguise les appétits de l'administration déjà très corrompue. Le contrôle colonial de cette région garantit l'impunité de ceux qui y décident.

Le 4 janvier 2010, un éboulement massif à Attabad bloque la rivière Hunza et entraîne la formation d'un lac, menaçant les villages de la vallée. 20 personnes sont tuées, des dizaines d'autres blessées. Les champs et les vergers sont inondés. Baba Jan, alors membre du Labour Party Pakistan (3), a lancé une campagne nationale de sensibilisation à la situation, avertissant que des villages entiers seraient décimés à moins qu'une action urgente ne soit réalisée par le gouvernement et les acteurs humanitaires. Ses avertissements n'ont pas été pris en compte...

Le gouvernement chinois, qui avait géré avec succès en 2008 une situation similaire, offre son aide. En vain. Le contrat est donné à la compagnie de construction de l'armée pakistanaise qui promet que les débris de l'éboulement seront débarrassés au plus vite. Mais l'eau s'accumule au fil des semaines jusqu'à former un lac de 23km de long, submergeant complètement quatre villages. Il faut deux heures pour le traverser en bateau. Le lac a détruit les habitations d'environ mille personnes et fait d'eux des réfugiés. Il affecte en tout plus de 25 000 personnes en les coupant de toute

communication avec le reste du pays. La situation est hors de contrôle et le drainage du lac beaucoup plus délicat.

## **Répression**

Durant trois mois, la population de la vallée manifeste dans les rues jusqu'à ce que le gouvernement annonce une compensation financière pour chacune des familles les plus affectées. Mais un quart d'entre elles ne reçoivent rien, la compensation atterrissant probablement dans les poches de fonctionnaires corrompus.

Le 12 août 2011, 25 des 457 familles qui n'ont reçu aucune compensation bloquent à Aliabad la route du Karakorum, principale voie reliant le Pakistan à la Chine. La police décide de disperser les manifestants pour laisser le passage au ministre en chef, Mehdi Shah, venu en visite. Sans aucun avertissement, elle ouvre le feu sur la foule tuant le jeune Afzal Baig (22 ans) puis son père, Sherullah Baig (50 ans), qui tente de le protéger. Toute la vallée se soulève en signe de protestation, se heurtant aux forces de l'ordre, incendiant un poste de police et un bureau préfectoral. Pendant quatre jours, la population prend le contrôle de la ville d'Aliabad.

Pour calmer la population, les autorités ont faussement prétendu que des poursuites étaient engagées contre les policiers meurtriers et ont accordé une compensation financière aux familles endeuillées. Elles en ont profité pour préparer la répression des milieux progressistes, afin d'imposer le silence sur les événements. Une semaine plus tard, le 19 août, 36 personnes ont été interpellées (dont 10 membres du LPP, six d'entre eux étant maintenus en détention). Une nouvelle vague d'arrestations a commencé le 16 septembre, avec 33 nouvelles interpellations, dont Baba Jan. Arrêtés sous des accusations de terrorisme, ils sont torturés au troisième degré par une équipe d'enquêteurs de la police et des services secrets.

En attendant, l'enquête judiciaire ordonnée par le ministre en chef du Gilgit-Baltistan pour le meurtre des manifestants est restée jusqu'à ce jour au point mort, l'agent de police responsable de la mort des deux manifestants non armés a été promu au grade de surintendant, tandis que des centaines de personnes déplacées par la catastrophe du lac Attabad continuent de vivre dans des camps.

## **Prisonnier et leader populaire**

En prison, Baba Jan engage la lutte pour l'amélioration des conditions de prisonniers et pour promouvoir l'harmonie entre les prisonniers chiites et sunnites, emprisonnés séparément et n'ayant pas le droit de se rencontrer (même en prison, l'administration divise pour régner !). Il a organisé des réunions avec les dirigeants de ces deux communautés de prisonniers et les a convaincus de lutter ensemble pour leurs droits. En « récompense », Baba Jan et quatre de ses camarades de parti ont été séparés des autres prisonniers et torturés. Ils ont été violemment battus, leurs pieds étaient écrasés et l'administration pénitentiaire leur a refusé le traitement médical.

Une vigoureuse campagne pour obtenir leur libération s'est alors développée au Pakistan et dans le monde. Des intellectuels comme Noam Chomsky et Tariq Ali ont pris la défense de Baba Jan et de ses camarades. Finalement, en octobre 2012, Baba Jan a pu être libéré sous caution. Mais certains de ses camarades - en particulier Iftikhar Hussain torturé en même temps que Jan - étaient toujours emprisonnés. Libéré, Baba Jan, maintenant membre de la direction d'AWP nouvellement formé, est resté actif dans l'organisation de la population du Gilgit-Baltistan, poursuivant la lutte par des

moyens pacifiques, organisant des manifestations de masse sur la question du prix du blé au début 2014, protestant contre la privatisation des ressources naturelles de la région et leur vente au capital chinois.

C'en était trop pour l'establishment local corrompu. En septembre 2014, une Cour antiterroriste a condamné Baba Jan et 11 autres militants à 71 ans de prison sous trois accusations différentes, toutes liées aux émeutes d'Aliabad. La Cour n'a pas tenu compte de l'enquête judiciaire sur les meurtres qui ont provoqué cette émeute. Seuls cinq autres accusés, membres du PML-N ou ayant accepté sous pression de le devenir, ont été acquittés. Apprenant l'annonce de sa peine le 25 septembre 2014, Baba Jan encore en liberté a décidé de se rendre aux autorités. Il est en prison depuis ce jour.

En avril 2015, un autre tribunal a levé deux des trois condamnations de Baba Jan. En mai 2015, toujours emprisonné, il a annoncé sa candidature à l'élection de l'Assemblée du Gilgit-Baltistan sur la liste d'AWP. Pendant les deux semaines de campagne électorale, menée par les militants d'AWP et sans la présence de Baba Jan toujours détenu, la vallée de Hunza a connu des scènes historiques : des milliers de personnes étaient dans les rues avec des drapeaux rouge et blanc d'AWP, la campagne était entièrement financée par ses supporters, des milliers de femmes - un phénomène sans précédent dans cette région où le droit de vote des femmes n'est même pas respecté et où les portes de la politique leur sont fermées. En fin de compte, le candidat du parti au pouvoir, Mir Ghazanfar Ali - issu de l'ancienne famille royale qui tient la région sous sa botte depuis près de 1000 ans - a emporté l'élection. Il contrôle l'administration et bénéficie de la majorité des capitaux locaux, pouvant ainsi non seulement financer sa campagne, mais aussi s'imposer dans les médias et les sondages. Mais Baba Jan, avec plus d'un tiers de suffrages, est arrivé deuxième, battant les candidats des partis historiques dominants - le PPP, le PTI - et tous les autres.

Lorsque Mir Ghazanfar Ali est devenu gouverneur du territoire en avril 2016, une élection partielle a été convoquée pour le remplacer. Tout a été tenté par l'administration électorale pour que Baba Jan ne puisse pas se présenter, mais finalement la Cour de justice électorale a accepté la candidature du détenu. Les sondages le donnaient cette fois-ci gagnant. Les élites locales ne pouvaient tolérer la présence d'un porte-parole de la population dans l'Assemblée locale, même si un tel élu a seulement le droit de parole et aucun droit de décision. Pour empêcher sa victoire, les élections ont été reportées. Et Baba Jan devait être condamné pour empêcher son élection.

Le cas de Baba Jan et de ses camarades constitue un réquisitoire accablant contre la domination du Gilgit-Baltistan par un régime néocolonial coercitif qui réprime brutalement tout murmure de résistance. Mais même en mettant les opposants en prison, cette administration n'arrivera pas à réduire au silence ni à contrôler le mouvement des travailleurs et des travailleuses qu'ils ont contribué à construire dans cette région. La condamnation n'est pas acceptée par le peuple, comme en témoigne la grande popularité du slogan « Teri Jan, Meri Jan, Baba Jan, Baba Jan ! » (Il vous est cher, il nous est cher, Baba Jan !). Au Gilgit-Baltistan et au Pakistan, l'AWP a lancé une campagne de masse pour renverser la décision injuste du tribunal. Cette campagne exige la libération immédiate de Baba Jan et de ses camarades, l'annulation des fausses accusations, la publication de l'enquête judiciaire, toujours maintenue secrète, sur l'assassinat par la police de Afzal Baig et Sherullah Baig en 2011, ainsi que le jugement des policiers responsables et l'arrêt des poursuites des défenseurs des droits humains au Gilgit-Baltistan.

Pour imposer un tel recul au régime pakistanais, il faut développer la solidarité internationale. Car seule une campagne mondiale peut inquiéter les élites dominantes au Pakistan et les obliger à respecter les droits humains. Dans le passé, la solidarité internationale a sauvé notre camarade péruvien Hugo Blanco ou imposé la libération du dirigeant sud-africain Nelson Mandela, de la même façon nous pouvons arracher Baba Jan aux griffes de ses tortionnaires.

**MANIFESTONS NOTRE SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE !**

*Pour la campagne en cours, voir : ESSF (article 41089), [Appel international à signer - Libérez Baba Jan ! Un appel international aux gouvernements du Pakistan et du Gilgit-Baltistan](#) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41089>*

L'Awami Workers Party s'adresse au monde entier pour soutenir ses demandes au gouvernement pakistanais et aux autorités du Gilgit-Baltistan :

- La libération immédiate de Baba Jan et des 11 autres condamnés injustement le 25 septembre 2014 ainsi que l'abrogation des termes d'emprisonnement à perpétuité par la Cour antiterroriste du Gilgit-Baltistan, confirmée par sa Cour d'appel suprême en juin 2016.
- Que les conclusions de l'enquête judiciaire sur l'assassinat des manifestants à Aliabad en août 2011 soient rendues publiques et que les fonctionnaires de police responsables soient traduits en justice.
- L'abrogation des lois draconiennes imposées au Gilgit-Baltistan, en particulier la loi antiterroriste, dont l'application est inconstitutionnelle dans un territoire qui n'est pas régi par la législation pakistanaise et dont les citoyens sont privés des droits politiques fondamentaux, y compris de la représentation dans le Parlement pakistanais et du droit d'appel devant la Cour suprême du Pakistan.
- La suppression de la domination centraliste néocoloniale du Gilgit-Baltistan et l'octroi des pouvoirs réellement autonomes et d'un gouvernement autonome au peuple de la région ainsi que l'abolition du ministère pakistanais du Cachemire et du Conseil du Gilgit-Baltistan et le transfert de leurs pouvoirs à l'assemblée autonome.
- La garantie des droits démocratiques et constitutionnels fondamentaux à la population du Gilgit-Baltistan et la mise en place d'un système judiciaire indépendant fondé sur l'indépendance des juges, nommés pour leur mérite et non par les décrets du pouvoir exécutif.

De telles exigences doivent être adressées à :

- Mr. Mian Nawaz Sharif, Premier Ministre, Prime Minister House, Islamabad, Pakistan, Fax : +92 51 922 1596 ; Tél. : +92 51 920 6111 ; Courriel :
- Le ministre en chef de Gilgit Baltistan, Chief Minister's Secretariat, Gilgit, Tél. : +92-5811-920573 ; Fax : +92 5811 50-201 , Courriel :
- Mr. Justice Tahir Shahbaz, Registrar, Supreme Court of Pakistan, Constitution Avenue, Islamabad, Pakistan, Fax : +92 51 9213452 ; Courriel :
- Le ministre fédéral de la Loi, de la Justice et des Droits humains, Ministry of Law, Justice and Human Rights, Old US Aid building, Ata Turk Avenue, G-5, Islamabad, Pakistan, Fax : +92 51 9204108 ; Courriel :

- Copie adressée à : Awami Workers Party, courriel :

La campagne internationale de solidarité a déjà commencé.

Six député-e-s de Dáil Éiteann (la Chambre basse de la République d'Irlande) – Joan Collins, Clare Daly, Tommy Broughan, Catherine Connolly, Thomas Pringle et Maureen O'Sullivan – ont écrit le 15 juin aux autorités pakistanaises et à celles du Gilgit-Baltistan : « En tant que membres du Parlement irlandais, nous sommes extrêmement préoccupés par la décision de la Cour suprême du Gilgit-Baltistan condamnant Baba Jan et 11 autres militants politiques à 40 ans d'emprisonnement pour des charges que nous considérons fausses. Nous demandons leur libération immédiate, l'annulation d'un procès basé sur de fausses accusations, la publication du rapport d'enquête judiciaire et la poursuite des personnes impliquées dans le meurtre de deux personnes lors d'une manifestation. »

Quatre élus portugais du Bloc de gauche – Marisa Matias (députée européenne), José Manuel Pireza (député, vice-président du Parlement), Jorge Costa (député) et José Soeiro (député) – ont formulé les mêmes exigences le 24 juin dernier.

Au cours de la 32<sup>e</sup> session du Conseil des droits humains de l'ONU, le 17 juin dernier à Genève, l'écrivain et militant des droits de l'homme au Cachemire, Junaid Quareshi, a demandé la libération immédiate de Baba Jan, expliquant que « Baba Jan est persécuté car il a organisé des protestations contre la vente de toutes les ressources naturelles de sa région à des compagnies chinoises » et qualifiant cette persécution de « terrorisme d'État et de grave violation des droits humains ».

Il faut poursuivre et développer cette campagne pour imposer à la dictature pakistanaise la libération de Baba Jan et de ses camarades.

*Pour la campagne en cours, voir : ESSF (article 41089), [Appel international à signer – Libérez Baba Jan ! Un appel international aux gouvernements du Pakistan et du Gilgit-Baltistan](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41089) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41089>*

---

## **P.-S.**

\* « Baba Jan et ses camarades condamnés à 40 ans de prison ! ». Inprecor n° 629-630 juillet-août 2016 : <http://www.inprecor.fr/article-Pakistan-Baba%20an-et-ses-camarades-condamnés-à-40-ans-de-prison%20A0?id=1922>

\* Jan Malewski, rédacteur d'Inprecor, est membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nos lecteurs anglophones trouveront beaucoup d'informations sur la répression au Pakistan sur le site web d'Europe solidaire sans frontières : <http://www.europe-solidaire.org>

---

## **Notes**

[1] <http://www.humanrights.asia/news/urgent-appeals/AHRC-UAU-012-2016>

[2] Cité par Amanullah Kariapper et Cindy Zahnd, « Emprisonnés et torturés pour avoir soutenu les victimes d'une inondation », le Courrier du 8 mai 2012,

[http://www.lecourrier.ch/98417/emprisonnes\\_et\\_tortures\\_pour\\_avoir\\_soutenu\\_les\\_victimes\\_d\\_une\\_inondation](http://www.lecourrier.ch/98417/emprisonnes_et_tortures_pour_avoir_soutenu_les_victimes_d_une_inondation)